

Archéologie / 250.000 objets dans un navire du X<sup>e</sup> siècle coulé au large de Java

# Le trésor convoité du Belge

**LUC HEYMANS** menait la fouille. Avec tous les permis indonésiens requis. La police a arrêté deux plongeurs.

C'est une histoire de navire englouti par 57 mètres de fond, il y a dix siècles, de trésor archéologique extraordinaire, d'argent donc, et de piraterie. Avec ce paradoxe qui piment l'histoire : les pirates sont en fait des policiers indonésiens attirés par la valeur des 250.000 pièces extréepées du fond par le Belge Luc Heymans, 48 ans, qui navigua avec Eric Tabarly.

La semaine passée, la police indonésienne a interpellé puis arrêté deux plongeurs de Cosmix, la société de Luc Heymans installée à Dubaï. Le Français Jean-Paul Blancan et l'Allemand Fred Dobberpühl sont accusés d'avoir « *déplacé des trésors nationaux sans autorisation* ». Ils sont toujours détenus, malgré les actions des deux ambassades. Début février déjà, le bateau immergé et la cargaison mise au jour, dessalée, nettoyée, photographiée, placée dans un hangar ont été saisis.

Cette fouille était-elle menée par des pirates de la mer et la police indonésienne agit-elle pour protéger ses trésors nationaux ? « *Pas du tout*, réagit Luc Heymans, que nous avons pu toucher

*mencé la fouille en novembre 2004, avec toutes les autorisations requises par l'Indonésie. L'excavation est régie par un organisme qui est composé de membres des ministères de la Pêche, de la Culture, du Tourisme et de la Marine. Tout est légal. En 2004, déjà, le chantier avait été arrêté, mais on a confirmé nos licences. D'ailleurs, des pièces remontées de ce navire sont déjà exposées au*

**« La presse indonésienne a annoncé que l'épave valait 400 millions d'euros. Du coup, elle attire les convoitises »**

*musée national de Borobudur. »*

Et puis, cette opération est suivie par le Musée royal de Mariemont et des archéologues de l'ULB, de l'ULg et d'universités étrangères. « *J'ai même été invitée officiellement, sur place, par le ministre de la Culture* », intervient Catherine Noppe, la conservatrice de l'art d'Extrême-Orient de Mariemont. On ne peut certainement pas avancer que ce chantier était sauvage : des équipes de télévision et des photographes ont filmé l'opération, avec les ber-



**SOUS LA SURVEILLANCE** d'un soldat indonésien, Luc Heymans (à droite) et Daniel Visnikar inspectent les dernières pièces remontées. PHOTO PRISCILLA TELMON/ARCTIC PRODUCTION.

Ce navire de 25 mètres de long date de l'époque des Cinq Dynasties chinoises, de 907 à 960. Il a été coulé à 140 km au large de l'île de Java. Il devait sans doute gagner le port de Cirebon. D'où venait-il ? Quelle était sa destination finale ? Tout cela est encore un mystère. Ce que l'on connaît bien, par contre, c'est son chargement. Après 24.000 plongées, on a remonté 500.000 objets. La moitié est intéressante. L'autre,

est rendue à l'épave. Les 250.000 pièces ? Des milliers de céramiques, des porcelaines chinoises, des objets de facture musulmane comme des moules gravés du mot « Allah », des vases, des verres colorés de la dynastie des Fatimides, qui régnait alors en Égypte. Et puis 14.000 perles et pierres précieuses, 4.000 rubis, 400 saphirs, 2.200 grenats, un manche de sabre en or...

« *Nous suivons le traitement en était atteinte.* » ■

*chivage documentaire, de l'interprétation et de l'analyse, précise Catherine Noppe. Nous avons proposé de restaurer les verres, parce que les Indonésiens n'ont pas le moyen de le faire. Des échantillons de bois de l'épave devaient être expédiés à des universités pour les définir et en connaître l'origine. Tout cela est suspendu maintenant... »*

La faute à qui ? Luc Heymans n'hésite pas à pointer du doigt le brigadier général de la police indonésienne Gorris Meré. « *Ce monsieur peut se permettre de remettre tout en cause. La presse indonésienne a annoncé dernièrement que l'épave valait 400 millions d'euros. Du coup, elle attire les convoitises.* »

Le gouvernement indonésien a été clair sur cette affaire, au départ. Les objets mis au jour doivent être vendus. Le produit de la vente revient à l'État indonésien ; de façon évidente, la cargaison lui appartient. La société Cosmix obtient une participation sur la vente. Pour récupérer les quelques millions d'euros qu'elle a investis pour l'opération.

Comment cela va-t-il se terminer ? Luc Heymans voit le dénouement dans la personne même du président indonésien, Susilo Yudhoyono. « *Il veut combattre la corruption, dit-il. Il serait dans une situation difficile si cette grosse opération archéologique en était atteinte.* » ■